



## Peu de perspectives de reprise de l'emploi dans les prochains mois

**A** lors que plusieurs indicateurs laissent augurer qu'un niveau plancher aurait été atteint (croissance du PIB attendue au troisième trimestre, redressement de l'indice du climat des affaires...), la cellule de veille conjoncturelle reste prudente en parlant davantage de rebond d'activité. En effet, les carnets de commande des entreprises tout comme leurs investissements, restent très faibles. Par ailleurs, le bassin d'emploi doit faire face depuis cet été à un enrayement de la consommation des ménages, conséquence indirecte du chômage partiel et des licenciements accrus au premier semestre. Ainsi, comme on pouvait le craindre, la croissance du chômage qui était restée très ciblée sur certains profils en début d'année, concerne désormais un très grand nombre de métiers et de secteurs, et touche tous les niveaux de qualification : des employé(e)s des services aux personnes aux cadres commerciaux.

Après un début d'année 2009 marqué par une vague de Plans de sauvegarde de l'emploi, les entreprises industrielles mettent actuellement en œuvre des plans de rationalisation des coûts qui vont retarder la reprise de l'emploi. Le secteur Bâtiment travaux publics s'attend quant à lui à rentrer dans une période transitoire, entre la fin d'un cycle de chantiers et la relance significative attendue pour le printemps 2010.

Malgré le pessimisme ambiant, des secteurs résistent. C'est le cas de l'agroalimentaire qui fait toujours figure d'amortisseur. C'est également le cas de la santé, des assurances ou encore de la restauration. Des besoins de compétences sont également prévus dans les prochains mois sur des métiers qualifiés du bâtiment (couvreurs, carreleurs...). Enfin, la recherche de rentabilité des entreprises, génère des besoins en matière d'optimisation de la production (compétences pointues dans la logistique, l'informatique...). Mais, la reprise sensible et généralisée de l'emploi sur le bassin, ne devrait pas s'opérer avant 12 à 24 mois.



## Reprise ou simple rebond de l'activité économique ?

Au niveau régional, plusieurs indicateurs laissent augurer qu'un niveau plancher aurait été atteint. Selon la Banque de France, au mois d'août l'indice du climat des affaires, qui mesure le moral des entreprises, est reparti à la hausse. Par ailleurs, certaines estimations régionales font état d'une situation qui serait moins dégradée sur le sol breton. La Banque de France impute en partie ce différentiel à l'importance sur le territoire d'un secteur agroalimentaire qui conserve un rôle d'amortisseur (voir infra, p6). Cette analyse est confortée par le rapport Astères qui estime que le recul du PIB serait moindre en Bretagne que dans bon nombre de régions (cf. infographie). Par ailleurs, pour Pôle emploi, la Bretagne se placerait au 8<sup>ème</sup> rang de l'évolution de l'emploi en France.

Pour autant faut-il d'ores et déjà parler de reprise ? Pour Euler Hermès Sfac<sup>1</sup>, « *il s'agit en fait d'un rebond macroéconomique. La reprise de la chaîne de production intervient [mécaniquement] après une période de déstockage des entreprises* ». En effet, selon la Banque de France, elle n'est pas le résultat d'un regonflement des carnets de commandes, qui demeurent à un niveau largement insuffisant. En outre, l'intérim, souvent considéré comme un indicateur avancé, reste dans le rouge. Les indicateurs de suivi de l'activité de Randstad<sup>2</sup> font état de -20 % à -50 % d'effectifs pour certains secteurs. Pour la cellule de veille, les « véritables » signes d'une croissance durable viendront, entre autres, d'une reprise de l'investissement de développement<sup>3</sup> de la part des entreprises, et d'une consommation moins sélective des ménages.

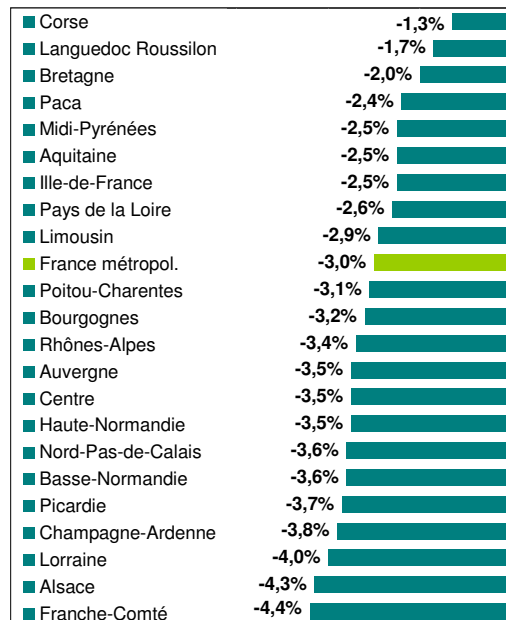
*« les métiers des services aux personnes ont recensé près de 600 demandeurs d'emploi supplémentaires sur un an »*

<sup>1</sup> Selon Karine Berger directrice des études économiques. Euler Hermes Sfac est assureur crédit.

<sup>2</sup> Anciennement Vedior Bis

<sup>3</sup> Par opposition à l'investissement pour économiser qui prévaut actuellement et dont le but est la recherche de rentabilité.

## La croissance économique par régions (croissance du PIB 2009)



Source : rapport Astères/L'Expansion

## Un ralentissement qui s'étend à l'ensemble du marché du travail

Comme le craignait la cellule de veille dans sa note du premier semestre<sup>4</sup>, la « contagion » du ralentissement économique à un grand nombre de fonctions s'est produite. En effet, alors que le ralentissement économique entamé à la fin de 2008 avait eu pour effet une croissance brutale

du chômage mais très « ciblée » sur un public<sup>5</sup>, les indicateurs du marché du travail mettent clairement en évidence que pratiquement toutes les catégories sont désormais touchées. En volume,

les progressions annuelles du chômage restent très élevées pour les métiers du BTP, du transport/logistique et de la mécanique. Cependant d'autres métiers, qui paraissaient encore préservés il y a quelques mois, connaissent eux aussi une dégradation sensible. En tête de ces (mauvaises) surprises, les métiers des services aux personnes ont recensé près de 600 demandeurs d'emploi supplémentaires sur un an. Les métiers de la vente, de l'industrie hôtelière et les services administratifs connaissent des progressions de plusieurs centaines de demandeurs d'emploi

<sup>4</sup> « Situation conjoncturelle du bassin de Rennes », Codespar, mai 2009.

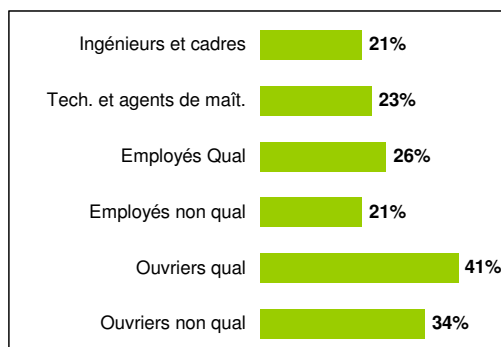
<sup>5</sup> Ouvriers intérimaires de l'industrie et du bâtiment.

depuis 2008. Enfin, les cadres des fonctions information/communication et commercial figurent également parmi les principales progressions. L'encadrement technique directement lié à la production poursuit quant à lui sa tendance haussière. C'est là que réside le second enseignement de cette rentrée. Même les catégories professionnelles les plus élevées sont désormais impactées. Pointée par plusieurs analystes dont l'Apec et le Monster<sup>6</sup>, la détérioration sensible de l'emploi des cadres et dirigeants durant l'été en France, ne fait donc pas exception sur la zone d'emploi de Rennes.

## Une recherche de rentabilité qui va retarder la reprise d'emploi

Le cabinet Syndex constate un net ralentissement du nombre de Plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) depuis le mois de juin, après la « vague » enregistrée entre mars et mai. Toutefois, il note qu'à cette baisse du nombre de PSE, succèdent beaucoup de plans de rationalisation des coûts dans le secteur industriel. Cette nouvelle donne implique une préservation des emplois directs « incompressibles » et un regain d'intérêt pour les fonctions liées au processus de production<sup>7</sup>.

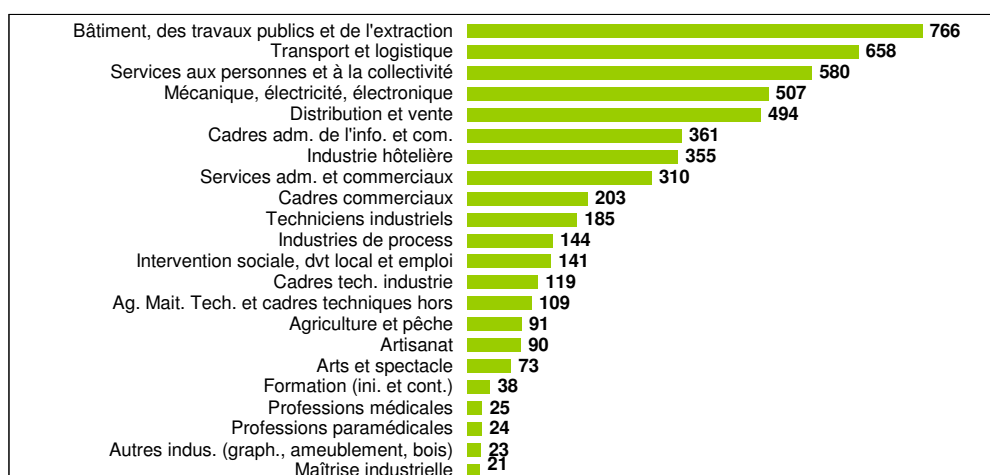
### Evolution annuelle du chômage par niveau de qualification – Situation à fin juillet 2009 – ZE Rennes



Source : Pole emploi – Traitement : Audiar/Codespar

A contrario, les fonctions « annexes » tels que les métiers support/méthode/qualité, les ressources humaines, la recherche et développement ou encore les bureaux d'études, sont les victimes de la stratégie exacerbée de rationalisation. Cette tendance constatée depuis plusieurs mois, couplée à la poursuite d'une automatisation grandissante antérieure à la crise, ne devrait pas s'arrêter avant 2010, voire 2011, années qui seront consacrées au renflouement des pertes de 2009 et à la recherche d'une nouvelle rentabilité. Pour le cabinet Syndex, l'emploi est un indicateur retardé de l'économie<sup>8</sup> qui ne croît que deux à trois trimestres après une reprise économique. Sur cette base, la cellule de veille estime que les effets sensibles sur l'emploi (notamment tertiaire) ne peuvent être attendus avant 12 à 24 mois.

### Evolution annuelle du chômage par métier (en volume) – situation à fin juillet 2009 – ZE Rennes



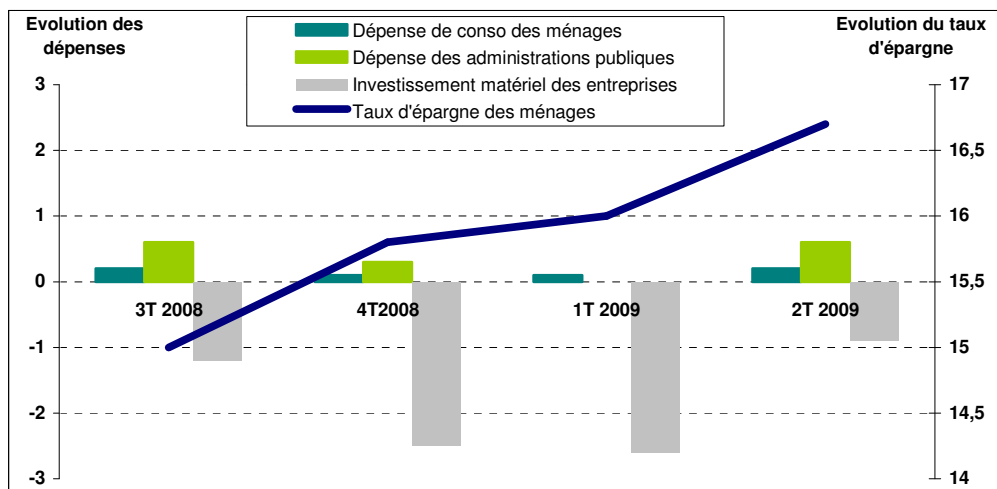
Source : Pôle emploi – Traitement : Audiar/Codespar

<sup>6</sup> Site d'offres d'emploi en ligne

<sup>7</sup> En vue d'en accroître la rentabilité.

<sup>8</sup> En cas de ralentissement économique, les entreprises attendent au maximum avant de se séparer de leurs salariés. A l'inverse, en cas de reprise, ils attendent les signes durables de stabilisation avant d'entamer leurs recrutements.

### Evolution d'indicateurs économiques - France



Source : Insee – Traitement Audiar/Codespar

### Baisse de la consommation : le contre-coup du ralentissement économique

L'année 2008 aura vu une croissance sensible du pouvoir d'achat des ménages. Cette augmentation s'explique par deux phénomènes. D'une part, une « indexation » des salaires sur une inflation importante en début d'année (environ 3 % en avril), et qui s'est effritée ensuite (1 % en fin d'année). D'autre part, un nombre d'heures supplémentaires conséquent sur l'année.

En 2009, le contexte est presque inversé. L'inflation n'est repartie que très légèrement à la hausse au premier semestre avec pour conséquence des augmentations de salaires très faibles d'après Syn-dex. Le chômage partiel a été très utilisé et les licenciements accrus. C'est pourquoi, compte tenu du délai nécessaire pour que le changement de situation professionnelle des ménages se traduise dans leurs modes de consommation (6/7 mois selon Randstad), le bassin rennais ressent depuis cet été un effet indirect du ralentissement économique de 2008 : l'enrayement de la consommation. Plusieurs indicateurs confortent cette analyse. Selon la Chambre de commerce et d'industrie, le chiffre d'affaires des magasins a été plus faible que prévu durant les

soldes. Pour la Banque de France, le nombre de dossiers de surendettement des ménages a crû de 20 % et les crédits à la consommation sont orientés à la baisse.

### Premières difficultés pour les services aux personnes

Le secteur des services aux personnes connaît des difficultés croissantes qui résultent d'un double phénomène. Tout d'abord, le ralentissement conjoncturel global accélère la régulation presque naturelle du secteur. Le secteur s'est développé ces dernières années dans un engouement que certains partenaires qualifiaient dès 2007 « d'effet start-up »<sup>9</sup>. Aujourd'hui, il est constitué pour partie de petites structures récentes et à la trésorerie parfois fragile. Ce constat est conforté par la plateforme Activ'emploi<sup>10</sup> qui enregistre une recrudescence depuis peu, de contacts d'entreprises de ce secteur ayant entamé une procédure de médiateur du crédit. Ensuite, il pâtit aujourd'hui de l'arbitrage des ménages qui limitent les postes de consommation les moins vitaux. Or, il est probable que cette situation perdure dans les mois à venir et ne permette pas d'enrayer l'hémorragie de l'emploi tout juste

*« il (le secteur des services aux personnes) est constitué pour partie de petites structures récentes et à la trésorerie parfois fragile »*

<sup>9</sup> « Services aux personnes, vers une meilleure structuration du secteur sur le bassin d'emploi de Rennes » p17, Codespar, décembre 2007.

<sup>10</sup> Activ'emploi est une plate-forme d'accompagnement des entreprises et des salariés sur le bassin d'emploi de Rennes.

entamée dans le secteur. La cellule de veille alerte sur les effets qu'aurait à plus long terme un changement des modes de consommation qui perdureraient en cas de reprise économique tardive.

## Recrudescence de faillites

L'absence de retour de rentabilité pour les entreprises et la fin des moratoires sur les dettes fiscales et sociales (cotisations fiscales, impôts...) devraient engendrer dans les prochaines semaines une vague importante de faillites. La cellule de prévention des difficultés animée par la Chambre des métiers et de l'artisanat (CMA), note une détérioration très nette de la situation des adhérents qui l'ont contacté au mois de septembre. Dès le mois d'août, de nombreux établissements faisaient état de la frilosité des banques à leur égard. Enfin, la CMA enregistre une diminution de plus de 30 % du nombre des immatriculations « classiques » d'entreprises artisanales depuis janvier 2009 comparé à 2008 sur la même période.

De plus, le statut d'auto-entrepreneur, présenté en début d'année comme un moyen de soutenir l'emploi non salarié, s'avère être beaucoup moins porteur que prévu puisque, faute de marché suffisant, moins de la moitié des personnes concernées ont déclaré un chiffre d'affaires<sup>11</sup>. Selon la CCI de Rennes Bretagne, l'essentiel des créations sous ce statut ont été réalisées dans le commerce de détail (supérette, commerces spécialisés...).

## Le bâtiment entre dans une période transitoire

Les derniers chiffres connus sur le secteur bâtiment, travaux publics montrent que l'intérim est restée une variable d'ajustement ces derniers mois. Alors que les emplois intérimaires représentaient environ 14 % des équivalents temps plein en début d'année, leur part est tombée à 10 %. Pour la Fédération française du bâtiment (FFB), ce recul a particulièrement concerné les moins qualifiés qui, pour certains d'entre eux, se retrouvent sur le marché du travail alors qu'ils sont très loin de l'employabilité. Dans l'ensemble, le secteur

a réussi, pour l'heure, à maintenir ses effectifs permanents à un niveau constant. Les prévisions de l'évolution de l'emploi sur les derniers mois de l'année tablent sur 300 à 400 salariés en moins à l'échelle du département d'Ille-et-Vilaine. Ce retournement de tendance prévu, se base sur la faiblesse des nouveaux chantiers en cette rentrée. Le volume d'activité généré par les bailleurs sociaux permet cependant de maintenir un niveau minimum.

Pour la FFB, cette première entame « dans le dur » des effectifs ne devrait épargner aucun corps d'état. Pour autant, elle mérite d'être quelque peu nuancée. Les travaux publics devraient profiter les premiers du plan de relance mis en place au niveau national. Un certain nombre de petites opérations d'aménagement qui en découlent, jugées faciles à mettre en œuvre (routes...), devraient en effet permettre de maintenir le niveau d'activité à flot. Le bâtiment, qui, par

*« Pour la Fédération française du bâtiment, ce recul a particulièrement concerné les moins qualifiés qui, pour certains d'entre eux, se retrouvent sur le marché du travail alors qu'ils sont très loin de l'employabilité »*

nature a une activité qui s'inscrit dans un temps plus long et est soumis à davantage de phénomènes d'inertie, devrait quant à lui enregistrer un trou d'air. Une politique de bas prix (- 20 % pratiqué en moyenne), permet aux entreprises

de garder un plan de charge à quelques mois. Mais, la situation financière de certaines d'entre elles ne devrait pas leur permettre de passer l'hiver. La FFB, envisage une reprise « timide » dans la construction au printemps 2010 et une montée en charge progressive jusqu'à l'été pour le gros œuvre. Les effets sur le second œuvre devraient se faire « attendre » jusqu'à 2011. Le secteur entretien/rénovation peut quant à lui tabler sur une baisse, mais qui devrait rester contenue, à l'image de l'année passée (- 1 % de chiffre d'affaires).

La dégradation du solde d'emploi devrait donc se faire ressentir en 2010, tant pour l'intérim (Randstad envisage un « retrait très important »), que pour l'emploi permanent. Pour autant, il ne faut pas en conclure qu'il n'y aura pas de recrutements. On estime qu'en moyenne 850 départs naturels sont enregistrés chaque année à l'échelle du département. Une partie d'entre eux devront être remplacés, notamment sur des postes d'encadrement de proximité (chefs d'équipe et de chantier). Par ailleurs, des difficultés de recrutement restent constatées dans des métiers très qualifiés tels que carreleurs, couvreurs ou plaquistes. Les compétences liées à l'isolation thermique sont également prisées. Enfin, le ra-

<sup>11</sup> Selon une étude nationale.

lentissement économique accentue la recherche de poly-compétences, notamment les profils de technico-commerciaux.

La cellule de veille reste réservée sur la capacité du marché de la rénovation énergétique et de la construction durable à offrir un gisement d'emplois notable à très court terme car la période n'est pas propice à un investissement des ménages et des entreprises privées sur le long terme (retour sur investissement à 10 ans). A moyen terme, le lancement d'un programme de réhabilitation prévu en 2010, devrait permettre de doper l'activité. Toutefois, le Pôle emploi alerte d'ores et déjà sur l'augmentation du chômage de jeunes architectes qui se retrouvent sur le marché du travail sans compétences spécifiques en matière de développement durable<sup>12</sup>.

*« Randstad alerte sur la réticence des salariés à monter en compétences mais surtout à transférer leurs compétences d'un secteur à l'autre »*

## L'agroalimentaire conserve sa fonction d'amortisseur

Sans nul doute, l'industrie agroalimentaire (IAA) a continué de jouer un rôle d'amortisseur ces derniers mois. Le diagnostic établi au premier semestre reste d'actualité. La baisse d'activité observée depuis une année est beaucoup plus contenue que celle vécue par l'ensemble de l'industrie manufacturière. Sur le front de l'emploi, le secteur ne connaît pas de mouvements importants. Après une période de restructuration importante en 2007-2008 (rachats, fusions, alliances...), les acteurs semblent « digérer » ces décisions et conduire leurs réorganisations internes. Les processus de rationalisation de la production sont toujours à l'œuvre selon le Cabinet Syndex. « *Les petits sites vieillissants disparaissent mais cela a un impact limité en volume d'emplois global (mais peut avoir un impact fort pour les zones rurales concernées)* ». L'observatoire économique des IAA de Bretagne indique qu'un certain nombre d'entreprises ont mené des ajustements stratégiques en particulier au niveau de leur gamme de produits pour

conforter leur accessibilité pour le consommateur (augmentation des promotions, lancement de produits moins chers, arrêt de certaines références...), s'adaptant ainsi au contexte de crise tout en assurant un niveau de production suffisant dans les usines. Les perspectives restent cependant limitées et sont notamment tributaires du comportement à venir des ménages en matière

de consommation. A ce sujet, la possibilité d'une reprise de l'inflation pourrait mettre en difficulté la filière.

Les recrutements concernent toujours les mêmes profils : opérateurs et agents de maintenance. Par ailleurs, comme sur le reste de l'industrie, les fonctions permettant d'optimiser la production sont également recherchées. Randstad alerte toutefois, sur la réticence des salariés à monter en compétences mais surtout à transférer leurs compétences d'un secteur à l'autre (ex : de l'automobile à l'agroalimentaire). Ce constat est particulièrement prégnant sur le bassin de Rennes<sup>13</sup>.

## Des niches d'emplois résistent

Des secteurs « traditionnels » restent (relativement) épargnés et constitueront selon la cellule de veille, des leviers pour l'emploi dans les prochains mois.

L'hôtellerie restauration devrait rester une « valeur sûre » dans un contexte d'engagement de la profession sur des recrutements en contrats d'avenir en contrepartie d'une baisse de la TVA. Les secteurs santé et formation restent insensibles aux variations conjoncturelles. Les

banques, mais surtout les assurances, font toujours face à des vagues de départs en retraite qui nécessitent des recrutements importants, particulièrement sur des postes de conseillers financiers. Enfin, la SNCF continue d'être une exception dans le secteur transport avec des besoins toujours insuffisamment satisfaits.

Plus marginalement, on voit poindre des segments potentiellement porteurs. Le commerce en ligne (e-commerce) commence à donner des signes qui confirment son développement. Si celui-ci se fait en partie au détriment du commerce traditionnel, les besoins en compétences sont très différents. Randstad note des difficultés à recruter des conseillers techniques (centres d'appel, hot line d'entreprises...). Le e-commerce peut également avoir des effets positifs sur certains métiers de l'informatique (développeurs, webmestres) ou en-

<sup>12</sup> Alerte formulée dans le cadre d'une réunion sur le volet emploi du Programme local de l'habitat.

<sup>13</sup> Au regard des autres bassins couverts par Randstad.

core de la logistique (préparateurs de commande...). Le marché des aliments bio confirme lui aussi une activité dynamique mais qui, pour l'instant, se traduit peu en matière d'emplois. Enfin, on notera le rapport de l'Unep<sup>14</sup>, qui met en évidence le développement des entreprises d'espaces verts. Là encore, il conviendra de mesurer son impact sur l'emploi.

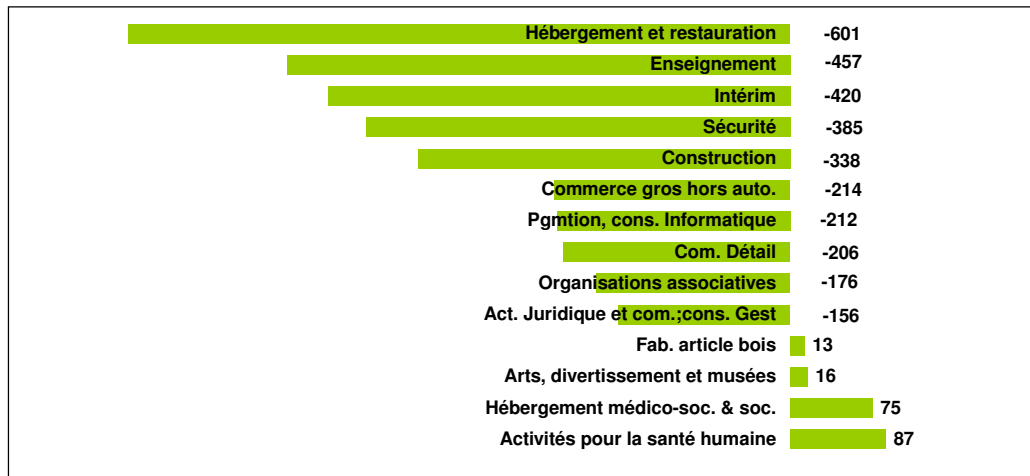
---

<sup>14</sup> Union nationale des entrepreneurs du paysage, « les chiffres clés du paysage 2009 ».



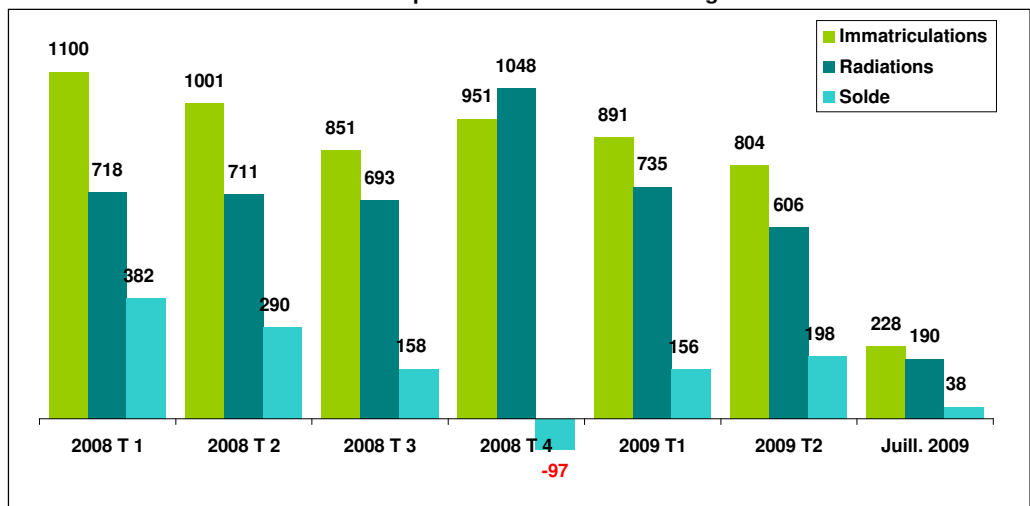
# ANNEXES

Principales évolutions du nombre d'offres d'emploi par secteurs – Trimestre glissant (\*)  
– ZE Rennes



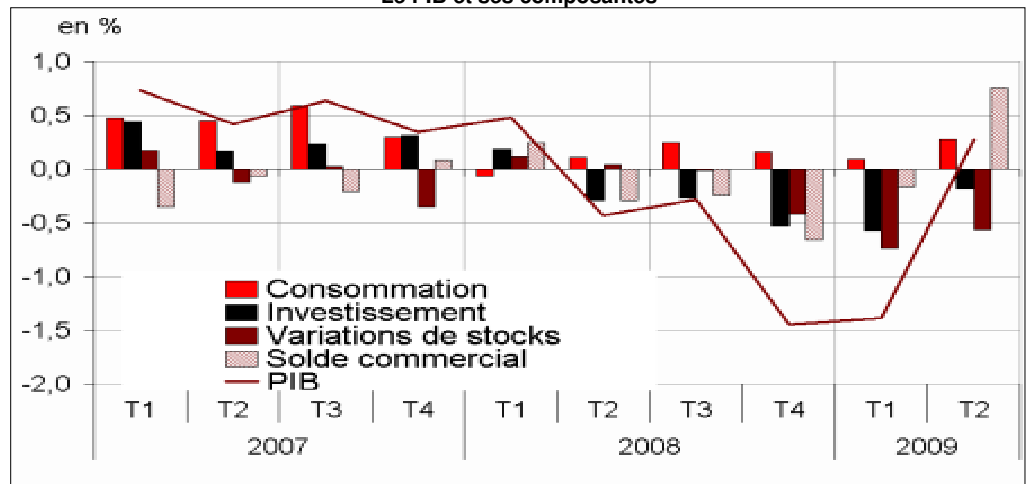
Source : Pole Emploi/Traitement : Audiar/Codespar  
(\*) : mai/juin/juillet 2009, par rapport à 2008

Créations – Radiations d'entreprises hors autoentrepreneurs  
- Circonscription de la CCI Rennes Bretagne



Source : CCI de Rennes

Le PIB et ses composantes



Source : Insee

### Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

						Acquis	
	2008 T3	2008 T4	2009 T1	2009 T2	2008	2009	
PIB	-0,3	-1,4	-1,4	0,3	0,3	-2,5	
Importations	0,3	-3,3	-5,9	-2,1	0,6	-9,9	
Dép. conso. ménages	0,2	0,1	0,1	0,2	0,9	0,5	
Dép. conso. APU*	0,6	0,3	0,0	0,6	1,1	1,1	
FBCF totale	-1,2	-2,5	-2,6	-0,9	0,4	-6,0	
<b>dont ENF*</b>	-0,6	-2,8	-3,7	-0,7	2,4	-6,8	
<b>dont ménages</b>	-2,8	-2,6	-1,9	-1,8	-1,4	-6,7	
<b>dont APU*</b>	-1,3	-1,6	-0,9	0,3	-4,5	-3,2	
Exportations	-0,6	-6,1	-7,4	0,7	-0,6	-12,0	
Contributions :							
Demande intérieure finale hors stocks	0,0	-0,4	-0,5	0,1	0,9	-0,8	
Variations de stocks	0,0	-0,4	-0,7	-0,6	-0,3	-1,5	
Commerce extérieur	-0,2	-0,7	-0,2	0,8	-0,3	-0,3	

Source : Insee  
Variations t/t-1, en %, données cvs  
\*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières

### Revenu disponible brut et ratios des comptes des ménages

					Acquis	
	2008 T3	2008 T4	2009 T1	2009 T2	2008	2009
RDB	0,5	0,5	0,0	1,1	3,4	1,6
RDB (pouvoir d'achat)	0,1	1,0	0,4	1,1	0,6	2,0
RDB par uc* (pouvoir d'achat)	-0,1	0,9	0,2	0,9	0,0	1,4
RDB ajusté (pouvoir d'achat)	0,2	0,9	0,3	1,0	0,9	1,8
Taux d'épargne (niveau)	15,0	15,8	16,0	16,7	15,3	
Taux d'épargne financière (niveau)	4,5	5,9	6,4	7,4	4,9	

Source : Insee  
Variations t/t-1, en %, données cvs  
RDB : Revenu disponible brut  
UC : Unité de consommation

#### Objectifs et contexte de la cellule de veille conjoncturelle :

Par la réunion et le croisement des regards d'experts économiques locaux ou régionaux, généralistes ou sectoriels, le Codespar souhaite réussir à forger une analyse partagée de la situation économique du bassin et formuler un avis sur les impacts en temps réels et à court terme, de l'évolution économique conjoncturelle sur l'emploi. Les conclusions ressorties des analyses trimestrielles de la cellule seront soumises, entre autres, à la Plate-forme Activ'emploi de gestion territoriale des emplois et des compétences du bassin d'emploi de Rennes, chargée d'accompagner les mobilités professionnelles à l'échelle du territoire.

Cette cellule de veille conjoncturelle est une des composantes de l'axe « veille et redéploiement » mis en oeuvre par le Codespar et qui s'inscrit dans une volonté de porter un regard sur les mutations du territoire à tous les échelons temporels : rétrospectif, conjoncturel et prospectif.

#### Président de la cellule de veille conjoncturelle :

Jean Castel, Vice-Président du Codespar, Président du collège des Organisations Syndicales.

#### Membres de la cellule de veille conjoncturelle :

Mesdames Faucheux (Meif), Feltmann (CCI), Le Hir (Apecita), Louesdon (plate-forme Activ'emploi), Rouas (CMA), Salaün (Observatoire économique des IAA de Bretagne) et Messieurs Cerclé (FFBTP 35), Closier (CMA), Doudard (Banque de France), Fillon (Randstad), Jezequelou (CCI), L'Hoste (FFBTP 35), Morin (Cellule économique de Bretagne), Palard (Randstad), Richard (Syndex), Rouault (Rennes Métropole).

Contact :  
**Michaël BOIS**  
02 99 01 85 01  
m.bois@audiar.org

Note téléchargeable sur le  
site  
[www.paysderennes.fr](http://www.paysderennes.fr)

**CODESPAR**  
4 avenue Henri Fréville  
CS 40716  
35207 RENNES Cedex 2

Tél. 02 99 01 86 57  
Fax 02 99 01 86 69

*Avec l'appui technique de l'Audiar.*